

**SÉNAT DE BELGIQUE**

SESSION DE 2010-2011

7 AVRIL 2011

**Projet de loi modifiant la loi du 1<sup>er</sup> février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, et exécutant le compromis du gouvernement relatif au projet d'accord interprofessionnel**

*Procédure d'évocation*

**RAPPORT**  
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES SOCIALES  
PAR  
MME LIJNEN

**I. INTRODUCTION**

Le projet de loi qui fait l'objet du présent rapport relève de la procédure bicamérale facultative et a été

**BELGISCHE SENAAAT**

ZITTING 2010-2011

7 APRIL 2011

**Wetsontwerp houdende aanpassing van de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, en tot uitvoering van het compromis van de regering met betrekking tot het ontwerp van interprofessioneel akkoord**

*Evocatieprocedure*

**VERSLAG**  
NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
MEVROUW LIJNEN

**I. INLEIDING**

Dit optioneel bicameraal wetsontwerp werd in de Kamer van volksvertegenwoordigers oorspronkelijk

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

**Président / Voorzitter :** Rik Torfs.**Membres / Leden :**

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Paul Magnette, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brotchi, Dominique Tilmans.
CD&V	Rik Torfs, Cindy Franssen.
sp.a	Marleen Temmerman, Frank Vandenbroucke.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

**Suppléants / Plaatsvervangers :**

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.  
Hassan Bousetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux, Muriel Targnion.  
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.  
Wouter Beke, Sabine de Bethune, Dirk Claes.  
Bert Anciaux, Ludo Sannen, Güler Turan.  
Rik Daems, Guido De Padt.  
Yves Buysse, Bart Laeremans.  
Marcel Cheron, Zakia Khattabi.  
Francis Delpérée, Dimitri Fourny.

*Voir :***Documents du Sénat :**

5-935 - 2010/2011 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat.  
N° 2 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :**

5-935 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.  
Nr. 2 : Amendementen.

déposé initialement à la Chambre des représentants par le gouvernement (doc. Chambre, n° 53-1322/001).

Il a été adopté par la Chambre des représentants le 7 avril 2011, par 72 voix et 59 abstentions, et transmis le même jour au Sénat, qui l'a évoqué à la même date.

Conformément à l'article 27, 1, alinéa 2, du règlement du Sénat, la commission des Affaires sociales a entamé la discussion de ce projet de loi avant le vote final à la Chambre des représentants.

La commission l'a examiné au cours de ses réunions des 6 et 7 avril 2011, en présence de Mme Joëlle Milquet, vice-première ministre et ministre démissionnaire de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile.

## II. EXPOSÉ INTRODUCTIF

M. Vansintjan, chef de cabinet de Mme Milquet, vice-première ministre et ministre démissionnaire de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, explique que le projet de loi à l'examen est la traduction juridique de l'accord conclu au sein du gouvernement démissionnaire concernant les mesures prévues dans le projet d'accord interprofessionnel pour les années 2011-2012.

Le projet d'accord interprofessionnel n'a finalement pas recueilli l'approbation de deux organisations syndicales. La loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité a conduit le gouvernement à fixer la norme salariale par arrêté royal et lui permet à présent de mettre en œuvre, par le biais d'un projet de loi soumis au Parlement, les mesures en faveur de l'emploi prévues dans le projet d'accord interprofessionnel.

Le chapitre 2 porte sur la prolongation de deux mesures anticrise jusqu'à fin 2011, à savoir le chômage économique pour les employés et la prime de crise de 1 666 euros pour chaque ouvrier licencié. Les deux autres mesures adoptées dans le cadre de la politique anticrise, par contre, n'ont pas été prolongées étant donné qu'elles se sont avérées peu efficaces sur le terrain. C'est d'ailleurs ce qui avait été prévu dans le projet d'accord interprofessionnel.

Le chômage économique des employés existe sous deux formes: la suspension totale ou partielle du contrat de travail. La suspension totale du contrat de travail est possible pendant une période de 16 semaines par an, la suspension partielle pendant 26 semaines. Rien ne change donc par rapport à la situation actuelle.

ingediend als een wetsontwerp van de regering (stuk Kamer, nr. 53-1322/001).

Het werd op 7 april 2011 aangenomen door de Kamer van volksvertegenwoordigers met 72 bij 59 onthoudingen, en op diezelfde dag overgezonden aan de Senaat. Het wetsontwerp werd op 7 april 2011 geëvoceerd.

Met toepassing van artikel 27, 1, tweede lid, van het Reglement van de Senaat, heeft de commissie voor de Sociale Aangelegenheden de bespreking van dit wetsontwerp aangevat vóór de eindstemming in de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 6 en 7 april 2011 in aanwezigheid van mevrouw Milquet, ontslagnemend vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid.

## II. INLEIDENDE UITEENZETTING

De heer Vansintjan, kabinetschef van mevrouw Milquet, ontslagnemend vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, verklaart dat het voorliggend wetsontwerp de juridische vertaling is van het akkoord binnen de ontslagnemende regering over de maatregelen die vervat waren in het ontwerp van interprofessioneel akkoord voor de jaren 2011-2012.

Het ontwerp van interprofessioneel akkoord werd uiteindelijk niet goedgekeurd door twee vakorganisaties. De wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen heeft ertoe geleid dat de regering enerzijds de loonnorm bij koninklijk besluit heeft vastgesteld en anderzijds de tewerkstellingsmaatregelen, vervat in het ontwerp van interprofessioneel akkoord, kan uitvoeren middels een wetsontwerp dat aan het parlement wordt voorgelegd.

Hoofdstuk 2 betreft de verlenging van twee anticrisismaatregelen tot einde 2011. Het gaat met name om de economische werkloosheid voor bedienden en om de crisispremie van 1 666 euro voor elke arbeider die ontslagen wordt. De andere twee maatregelen die in het kader van het anticrisisbeleid werden genomen worden daarentegen niet verlengd omdat is gebleken dat ze op het terrein weinig effect hebben gehad. Dit was ook zo voorzien in het ontwerp van interprofessioneel akkoord.

Wat de economische werkloosheid voor bedienden betreft, zijn er twee vormen: de volledige of de gedeeltelijke schorsing van de arbeidsovereenkomst. De volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst is mogelijk voor een periode van 16 weken, de gedeeltelijke schorsing is mogelijk voor 26 weken per

La disposition limitant l'application de ce régime aux seules entreprises en difficulté est elle aussi maintenue pour 2011. Les critères seront revus à partir de 2012.

L'impact budgétaire des deux mesures (chômage temporaire des employés et prime de crise) est évalué respectivement à 5 millions d'euros et 43 millions d'euros. La prime de crise pour les ouvriers licenciés restera d'application dans sa forme actuelle jusqu'à la fin 2011. Les entreprises qui n'appliquent pas les mesures anticrise devront par conséquent supporter elles-mêmes un tiers du coût global. Cela sera adapté en 2012.

Le chapitre 3 du projet de loi a trait à l'harmonisation progressive des statuts des ouvriers et des employés. Les mesures prévues dans le projet d'accord interprofessionnel en ce qui concerne les délais de préavis y sont reprises. Une distinction est établie selon que le travailleur a été engagé avant ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Le nouveau régime en matière de délais de préavis sera applicable aux ouvriers et employés engagés après cette date tandis que la réglementation actuelle restera d'application pour les autres travailleurs. L'idée sous-jacente est d'aligner progressivement les délais de préavis des ouvriers sur ceux des employés.

Cela signifie concrètement que la CCT n° 75 servira de base pour les ouvriers engagés après le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cette CCT prévoyait déjà d'augmenter le délai de préavis pour les ouvriers, mais celui-ci sera accru de 15 % supplémentaires. Toutefois, les deux possibilités de dérogation prévues dans la CCT n° 75 — à savoir la possibilité de fixer par arrêté royal d'autres délais de préavis au sein des commissions paritaires et la possibilité de prévoir par CCT un supplément en cas de chômage — sont maintenues. Les dérogations existantes, qui sont d'application dans une soixantaine de commissions paritaires, subsistent donc et ne relèvent pas du nouveau régime. Ces secteurs ont jusqu'à fin 2012 pour intégrer l'augmentation de 15 % dans leurs propres délais de préavis prévus dans les arrêtés royaux. Dans l'hypothèse où aucun accord ne serait trouvé à ce sujet, l'augmentation de 15 % serait appliquée automatiquement aux préavis qui sont d'application. Un régime supplétif est donc prévu.

Pour les employés, on appliquera un coefficient de 0,97 aux délais de préavis de 1 mois par année d'ancienneté. Leurs délais de préavis diminueront donc légèrement. Rien ne changera cependant pour les employés dont le salaire annuel brut ne dépasse pas 30 535 euros. Pour ceux percevant un revenu supérieur, un coefficient de 0,97 sera appliqué pour les années 2012 et 2013. Ce coefficient passera à 0,94 en 2014, à moins que les partenaires sociaux réunis au

jaar. Dit blijft onveranderd ten aanzien van de bestaande situatie. Ook de voorwaarde dat het slechts mogelijk is in een onderneming in moeilijkheden blijft bestaan voor 2011. De criteria worden herzien vanaf 2012.

De budgettaire impact van beide maatregelen is voorzien op 5 miljoen euro (tijdelijke werkloosheid voor bedienden) en 43 miljoen euro (crisispremie). De crisispremie voor ontslag van arbeiders blijft in de bestaande vorm van toepassing tot einde 2011. De ondernemingen die de crisismaatregelen niet toepassen, moeten derhalve zélf één derde van de globale kost dragen. Dit zal worden aangepast in 2012.

Hoofdstuk 3 van het wetsontwerp heeft betrekking op de geleidelijke harmonisering van de statuten van arbeiders en bedienden. De maatregelen die werden voorzien in het ontwerp van interprofessioneel akkoord inzake opzegtermijnen worden hier overgenomen. Er wordt een onderscheid gemaakt al naargelang men is aangeworven vóór of na 1 januari 2012. De arbeiders en bedienden die worden aangeworven na deze datum zullen onder het nieuwe stelsel inzake opzegtermijnen vallen; voor de anderen blijft de huidige reglementering van toepassing. De achterliggende idee is om de opzegtermijnen voor arbeiders geleidelijk aan te laten toegroeien naar die voor bedienden.

Dit betekent concreet dat voor de arbeiders, aangeworven na 1 januari 2012, de CAO nr. 75 als basis wordt genomen. Deze CAO voorzag reeds een verhoogde opzegtermijn voor arbeiders, maar zal voor deze groep andermaal verhoogd worden met 15 %. De beide afwijkingsmogelijkheden die in CAO nr. 75 werden voorzien — met name de mogelijkheid om bij koninklijk besluit in de paritaire comités zelf andere opzegtermijnen te bepalen en de mogelijkheid om bij CAO een opleg bij werkloosheid te voorzien — blijven evenwel behouden. De bestaande afwijkingen die in ongeveer 60 paritaire comités gelden, blijven dus bestaan en vallen niet onder het nieuwe systeem. Deze sectoren krijgen tot eind 2012 de tijd om de verhoging met 15 % eveneens toe te passen op hun eigen opzegtermijnen die in de koninklijke besluiten werden voorzien; wanneer daarover geen akkoord mogelijk blijkt, zal de verhoging met 15 % automatisch worden toegepast op de geldende opzegtermijnen. Er is dus een suppletief systeem voorzien.

Voor bedienden zal een coëfficiënt van 0,97 % worden toegepast op de opzegtermijnen van 1 maand per jaar anciënniteit. Het gaat dus om kleine inperking van de opzegtermijnen. Weliswaar zal er voor de bedienden met een jaarlijks brutoloon van maximum 30 535 euro niets veranderen. Voor diegenen die meer verdienen dan dit bedrag, wordt de coëfficiënt van 0,97 % toegepast voor de jaren 2012 en 2013. Voor 2014 zal de coëfficiënt 0,94 % bedragen, behalve

sein du Conseil national du travail n'en décident autrement dans le cadre d'une CCT. Le délai de préavis sera donc légèrement et progressivement réduit pour les nouveaux employés, engagés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

La grande différence par rapport au projet d'accord interprofessionnel réside dans le fait qu'il n'est plus question, dans le projet de loi à l'examen, du troisième coefficient de 0,90 qui était initialement prévu. Les employés dont les revenus sont inférieurs au montant précité ne seront pas non plus concernés par les mesures prévues dans le projet d'accord interprofessionnel (application du coefficient de 0,97).

Le projet de loi aborde aussi la problématique du chômage économique, qui sera prolongé pour les employés pour une durée indéterminée à partir de 2012. L'application de ce régime pour cette catégorie de travailleurs reste subordonnée à la condition qu'il s'agisse d'une entreprise en difficulté, mais les critères sont assouplis à cet égard, en ce sens que la condition de diminution du chiffre d'affaires, fixée initialement à 20 %, a été ramenée à 10 %.

En ce qui concerne le chômage économique des ouvriers, l'employeur se voit imposer l'obligation de payer un supplément d'au moins 2 euros par jour de chômage économique. Il n'existe aucune obligation légale en ce sens à l'heure actuelle, bien que la plupart des secteurs paient un tel supplément par le biais des Fonds de sécurité d'existence. Pour les employés, il faudra payer au minimum le même supplément que pour les ouvriers. Le parallélisme existant est par conséquent maintenu.

Le chapitre 4 du projet concerne le plafond de rémunération pour la réparation des dommages résultant d'accidents du travail. Cette disposition technique s'impose pour que l'on puisse procéder aux augmentations de certaines allocations telles qu'elles ont été convenues dans le cadre de « l'enveloppe bien-être » élaborée dans le projet d'accord interprofessionnel.

Le projet de loi prévoit en outre qu'il sera tenu compte de l'ancienneté acquise en qualité de travailleur intérimaire pour le calcul du délai de préavis. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012, l'ancienneté acquise dans la même fonction et au sein de la même entreprise pourra entrer en ligne de compte, avec un maximum d'un an, pour le calcul du délai de préavis en cas de licenciement. Des périodes d'interruption de 7 jours maximum sont assimilées à des périodes de travail. Le gouvernement tente ainsi d'empêcher que des travailleurs soient engagés chaque fois du lundi au vendredi, pendant plusieurs semaines consécutives. La neutralisation des périodes de sept jours ou moins devrait contribuer à prendre en compte ces périodes de travail comme intérimaire.

indien de sociale partners in de Nationale Arbeidsraad een CAO zullen hebben afgesloten die daarvan afwijkt. Voor de nieuwe bedienden, aangeworven vanaf 1 januari 2012, wordt de opzegtermijn dus enigszins afgebouwd.

Het grote verschil met het ontwerp van interprofessioneel akkoord is dat de voorziene derde coëfficiënt van 0,90 % is verdwenen in het thans besproken wetsontwerp. Ook voor de lagere bedienden zullen de maatregelen die waren vervat in het ontwerp van interprofessioneel akkoord — de toepassing van de coëfficiënt van 0,97 % — niet worden toegepast.

Vervolgens is er de problematiek van de economische werkloosheid, die voor bedienden zal worden verlengd voor onbepaalde duur vanaf 2012. Weliswaar blijft voor deze groep de voorwaarde overeind dat het slechts mogelijk is wanneer het gaat om een onderneming in moeilijkheden. De criteria zullen wel worden versoepeld, in die zin dat de vereiste van vermindering van omzet met 20 % wordt aangepast naar 10 %.

Voor de economische werkloosheid voor arbeiders wordt de maatregel ingevoerd dat de werkgever verplicht wordt om, per dag economische werkloosheid, een toeslag te betalen van minstens 2 euro. Dit is vandaag geen wettelijke verplichting, hoewel de meeste sectoren een dergelijke toeslag uitbetalen via de Fondsen voor Bestaanszekerheid. Voor de bedienden zal men minstens dezelfde toeslag moeten betalen als voor de arbeiders; het bestaande parallélisme blijft derhalve behouden.

Hoofdstuk 4 van het ontwerp handelt over het loonplafond voor de vergoedingen inzake arbeidsongevallen. Het betreft een technische bepaling die vereist is om de verhogingen te kunnen doorvoeren van sommige uitkeringen die zijn afgesproken in het kader van de zogenaamde « welvaartsenveloppe » die werd overeengekomen in het ontwerp van interprofessioneel akkoord.

Het wetsontwerp voorziet verder dat men bij de berekening van de opzegtermijn zal rekening houden met de anciënniteit die werd opgebouwd als uitzendkracht. Men mag vanaf 1 januari 2012 maximaal één jaar anciënniteit, verworven in dezelfde functie en in dezelfde onderneming, in rekening brengen voor de berekening van de opzegtermijn in geval van ontslag. Periodes van onderbreking van maximaal 7 dagen worden gelijkgesteld met gewerkte dagen. Op deze wijze tracht de regering tegen te gaan dat werknemers telkens worden aangeworven van maandag tot vrijdag, en dit voor achtereenvolgende weken. De neutralisering van de periodes van 7 dagen of minder moet ertoe leiden dat die interne tewerkstelling toch meetelt.

La prime de crise de 1 666 euros sera transformée, à partir de 2012, en une allocation de licenciement. Une distinction est établie entre les ouvriers engagés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012, pour lesquels le montant de 1 666 euros sera modulé (1 250 euros, 2 500 euros, 3 570 euros), et ceux engagés après cette date. Il est prévu qu'en cas de licenciement, ces derniers touchent une allocation de 1 250 euros, qui sera entièrement à charge de l'ONEM. L'impact budgétaire est estimé à 43 millions d'euros.

Enfin, le dernier élément du projet de loi concerne la prépension conventionnelle. Une série de mesures ayant pris fin le 31 décembre 2010 sont prolongées. Il s'agit des mesures relatives à la prépension à partir de 56 ans moyennant 40 ans de carrière professionnelle ou moyennant 33 ans de carrière professionnelle combinés à du travail de nuit ou en équipes ou à une incapacité de travail dans le secteur de la construction. Une base légale sera prévue pour ces régimes qui font actuellement l'objet des CCT n<sup>os</sup> 96 et 97.

### III. DISCUSSION GÉNÉRALE

Mme Thibaut constate que la concertation entre les partenaires sociaux est spécifique à notre système social, mais que ceux-ci n'ont pas réussi à conclure un accord final. Le gouvernement a ensuite étudié de nombreuses mesures, lesquelles sont maintenant soumises au Parlement. Le rôle du Parlement est d'examiner si et comment il est possible d'aboutir à un ensemble de mesures équilibré.

Deux organisations syndicales n'ont pas approuvé le projet d'accord interprofessionnel, empêchant de la sorte qu'un mauvais accord soit mis en œuvre. Le Parlement est ainsi chargé d'élaborer un régime équilibré en vue d'harmoniser les statuts des ouvriers et des employés. L'intervenante annonce dès lors que plusieurs amendements seront déposés à propos des délais de préavis pour les employés, des revenus minimums et du jour de carence. Le contexte social et politique actuel ne convainc ni les employeurs, ni les travailleurs. La gouvernance économique qui est en cours d'élaboration à l'échelle européenne empêchera que l'on puisse encore discuter de la formation des salaires au niveau belge et met en péril le système de l'indexation des salaires et des traitements. Par conséquent, la vigilance est plus que jamais de mise, y compris vis-à-vis du projet de loi à l'examen.

Mme Thibaut déplore les accords relatifs à la norme salariale et à la croissance salariale maximum de 0,3 % qui ont été fixés par arrêté royal et non dans le projet de loi. Cela revient à mettre les parlementaires hors jeu.

De crisispremie van 1 666 euro zal vanaf 2012 worden opgezet in een ontslaguitkering. Een onderscheid wordt gemaakt tussen de arbeiders aangeworven vóór 1 januari 2012 — waarvoor het bedrag van 1 666 euro wordt gemoduleerd (1 250 euro, 2 500 euro, 3 570 euro) — en na deze datum. Voor deze laatste groep wordt, in geval van ontslag, een premie van 1 250 euro voorzien die volledig ten laste zal zijn van de RVA. De budgettaire impact wordt geschat op 43 miljoen euro.

Het laatste element van het wetsontwerp ten slotte heeft betrekking op het conventioneel brugpensioen. Een aantal maatregelen die een einde namen op 31 december 2010 wordt verlengd. Het gaat om de maatregelen inzake brugpensioen op 56 jaar in geval van 40 jaar beroepsverleden en in geval van 33 jaar anciënniteit gecombineerd met nacht- en ploegenarbeid of arbeidsongeschiktheid in de bouwsector. Vandaag maken deze regelingen het voorwerp uit van de CAO's nrs. 96 en 97 en zal een wettelijke basis worden voorzien.

### III. ALGEMENE BESPREKING

Mevrouw Thibaut stelt vast dat het overleg tussen de sociale partners eigen is aan ons sociaal bestel maar dat zij er niet in geslaagd zijn om een finaal akkoord te bereiken. De regering heeft vervolgens tal van maatregelen besproken en deze worden vandaag voorgesteld aan het parlement. De rol van het parlement is om na te gaan in welke mate men kan komen tot een evenwichtige reeks van maatregelen.

Twee vakorganisaties hebben het ontwerp van interprofessioneel akkoord niet goedgekeurd en aldus verhinderd dat er een slecht akkoord zou worden uitgevoerd. Dit geeft het parlement de taak om een evenwichtige regeling uit te werken voor de harmonisering van de statuten van arbeiders en bedienden. Spreekster kondigt dan ook de indiening aan van verschillende amendementen die betrekking hebben op de opzegtermijnen van bedienden, op minimuminkomens en op de carensdag. De sociale en politieke context van vandaag overtuigt de werkgevers noch de werknemers. Het economisch bestuur dat vandaag op Europees vlak tot stand komt zal verhinderen dat er op het Belgische niveau nog over loonvorming kan worden gesproken en brengt het stelsel van de indexering van lonen en weddes in gevaar. Waakzaamheid is dan ook meer dan ooit geboden, ook ten aanzien van het voorliggend wetsontwerp.

Mevrouw Thibaut betreurt de afspraken rond de loonnorm en de maximale stijging van de lonen met 0,3 %, die niet in het ontwerp staat maar bij koninklijk besluit wordt vastgelegd. De parlementsliden worden op deze wijze buitenspel gezet.

Selon Mme Thibaut, le rapprochement entre les statuts des ouvriers et des employés arrive beaucoup trop tard. Le régime déterminé dans le projet du gouvernement empêchera, en outre, le recrutement d'ouvriers qualifiés en raison de la précarité du statut qui leur est proposé. Une harmonisation plus poussée s'impose par conséquent.

Le gouvernement propose d'étendre le chômage économique pour les employés, mais sans pousser le raisonnement jusqu'à l'harmonisation complète des statuts des ouvriers et des employés. L'intervenante est très inquiète de la réduction des délais de préavis pour les employés qui a été proposée.

Le délai de préavis a deux fonctions essentielles : maintenir le pouvoir d'achat pendant une certaine période et protéger contre le licenciement. La deuxième fonction est toutefois vidée de sa substance dès lors que les primes en la matière sont prises en charge par la collectivité. Les mesures proposées permettront donc aux entreprises de licencier plus facilement leurs travailleurs.

Mme Thibaut ne s'oppose pas aux mesures destinées à aider les entreprises dans cette période difficile en termes économiques et financiers, mais elle observe que le gouvernement vise uniquement les salaires et ne fait rien pour ce qui est de la dépendance énergétique de notre pays. Le Conseil central de l'économie a pourtant montré clairement que la dépendance énergétique est une cause importante des difficultés que rencontrent les entreprises belges à l'heure actuelle. Il s'agit donc de définir une politique visant à encourager les entreprises à réduire leur dépendance en matière énergétique.

M. Miller souligne que l'intervention du gouvernement est d'autant plus importante qu'il apparaît aujourd'hui que les partenaires sociaux n'étaient pas en mesure de conclure un accord interprofessionnel. Il y a toutes sortes de mesures que l'on pourrait aisément critiquer, mais il faut reconnaître que le projet de loi à l'examen apporte des réponses, des garanties et des solutions qui visent à réaliser un équilibre entre, d'une part, la compétitivité des entreprises et, d'autre part, le pouvoir d'achat des travailleurs. Ces mesures ne sont pas sans importance dans le contexte économique, social et politique que nous connaissons actuellement.

L'intervenant énumère plusieurs éléments que son groupe estime importants, comme le maintien de la liaison des salaires à l'index, la fixation d'une norme de croissance de 0,3 % en sus de l'indexation, l'augmentation nette des revenus les plus bas et plusieurs mesures majeures en vue de l'harmonisation des statuts d'ouvriers et d'employés. S'agissant de ce dernier point, il est exact que notre pays a pris du

De toenadering tussen de statuten van arbeiders en bedienden wordt volgens mevrouw Thibaut veel te laat gerealiseerd. De regeling die vervat is in het ontwerp van de regering zal bovendien verhinderen dat gekwalificeerde arbeiders worden aangeworven vermits het statuut dat wordt voorgesteld precair is. Een verdere harmonisering dringt zich dan ook op.

De regering stelt een verlenging van de economische werkloosheid voor bedienden voor, maar zonder hieruit de gevolgtrekking van de volledige harmonisering van de statuten van arbeiders en bedienden te trekken. Spreekster is zeer bezorgd over de voorgestelde vermindering van de opzegtermijnen voor bedienden.

De beide functies van de opzegtermijn, met name het behoud van koopkracht tijdens een zekere periode en de bescherming tegen ontslag, zijn zeer belangrijk. Omdat de premies die hieraan verbonden zijn ten laste worden genomen door de gemeenschap, wordt de tweede functie evenwel uitgehouden. De voorgestelde maatregelen zullen het de ondernemingen dan ook makkelijker maken om over te gaan tot ontslag van hun werknemers.

Mevrouw Thibaut verzet zich niet tegen maatregelen die de ondernemingen helpen in deze moeilijke financieel-economische periode, maar stelt vast dat de regering enkel de lonen aanpakt terwijl de afhankelijkheid van ons land op het vlak van energie onaangetast blijft. Nochtans heeft de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven duidelijk aangetoond dat ook de energie-afhankelijkheid een belangrijke oorzaak is voor de moeilijkheden die de Belgische bedrijven vandaag ondervinden. Er moet dan ook een beleid worden uitgestippeld dat de bedrijven aanmoedigt om minder afhankelijk te worden op het vlak van energie.

De heer Miller onderstreept het belang van de tussenkomst van de regering, nu is gebleken dat de sociale partners niet in staat waren om een interprofessioneel akkoord af te sluiten. Men kan allerhande maatregelen bekritisieren, maar het voorliggend wetsontwerp biedt antwoorden, garanties en oplossingen die een evenwicht nastreven tussen enerzijds de competitiviteit van de ondernemingen en de koopkracht van de werknemers. Dit zijn maatregelen die niet zonder belang zijn in het licht van de economische en sociale context en gegeven de politieke context waarin men zich bevint.

Spreker somt enkele elementen op die voor zijn fractie van belang zijn, zoals het behoud van de koppeling van de lonen aan de index, een groeinorm van 0,3 % bovenop deze indexatie, een netto verhoging van de laagste inkomens en belangrijke stappen in de harmonisering van de statuten tussen arbeiders en bedienden. Het klopt dat ons land een achterstand heeft op dit laatste vlak ten aanzien van de andere

retard par rapport aux autres pays européens, mais le projet à l'examen permettra de franchir plusieurs pas importants dans la bonne direction.

La prolongation de certaines mesures anti-crise, comme le chômage économique pour les employés, est aussi une contribution positive dans le cadre du rapprochement entre les différents statuts qui sont dépassés par les faits bien qu'ils aient longtemps servi de base à notre législation du travail.

M. du Bus de Warnaffe pense, lui aussi, que, même s'il comporte de nombreuses mesures à caractère technique, le projet de loi n'en opère pas moins d'importants choix politiques et ce, alors qu'il n'y a pas d'accord interprofessionnel et que le contexte politique est ce qu'il est. En dépit des multiples déclarations politiques qui ont été faites, y compris au niveau européen, au sujet de la liaison des salaires à l'index, le gouvernement fait clairement le choix de maintenir celle-ci. C'est une excellente option. Le projet de loi aura aussi d'importantes retombées en ce qui concerne l'augmentation nette des revenus les plus bas, et cela aussi, c'est une bonne mesure.

En ce qui concerne le rapprochement entre les statuts d'ouvriers et d'employés, des pas sont faits aussi. Peut-être sont-ils trop prudents mais, ce qui est sûr, c'est qu'ils vont dans la bonne direction. En outre, les coefficients proposés sont subordonnés à la conclusion de conventions collectives de travail au sein du Conseil national du travail.

L'intervenant se réjouit aussi qu'un certain nombre de mesures anti-crise aient été prolongées et que le bon sens ait prévalu en l'espèce. En effet, les mesures qui n'ont eu aucun impact sur le terrain ou qui étaient dépassées et qui n'avaient donc plus de raison d'être n'ont pas été prolongées.

Un autre élément intéressant est l'ancrage, dans le projet de loi, du principe de la liaison d'un certain nombre d'allocations au bien-être.

M. du Bus de Warnaffe précise qu'à l'avenir, il continuera à être attentif à toutes les initiatives qui seront prises dans le but de poursuivre dans le bon sens l'harmonisation des statuts d'ouvriers et d'employés. Enfin, il estime important que les partenaires sociaux s'engagent à respecter les promesses qu'ils ont faites dans le domaine de la formation et de l'éducation.

Madame Winckel estime qu'on connaît le contexte difficile dans lequel cet accord a été conclu. Elle tient cependant à épingler plusieurs points positifs relevés dans le texte soumis à l'examen de notre Assemblée :

Europese landen, maar hier worden significante stappen gezet in de goede richting.

De verlenging van sommige crisismaatregelen, zoals bijvoorbeeld de economische werkloosheid voor bedienden, is eveneens een positieve bijdrage in de toenadering tussen de verschillende statuten, die achterhaald zijn door de feiten hoewel ze lange tijd de grondslag hebben gevormd voor onze arbeidswetgeving.

De heer du Bus de Warnaffe is eveneens van mening dat, hoewel vele voorgestelde maatregelen technisch van aard zijn, het wetsontwerp belangrijke politieke keuzes maakt, en dit ondanks het ontbreken van een interprofessioneel akkoord en tegen een specifieke politieke achtergrond. Ondanks de vele politieke verklaringen die werden gedaan inzake de koppeling van de lonen aan de index, ook op het Europese niveau, maakt de regering hier een duidelijke keuze voor het behoud ervan. Dit is een uitstekende optie. Het wetsontwerp heeft ook belangrijke gevolgen voor de netto verhoging van de laagste inkomens en ook dit is een goede maatregel.

Inzake de toenadering tussen de statuten van arbeiders en bedienden worden eveneens stappen gezet, die mogelijk te voorzichtig zijn maar alleszins in de goede richting gaan. De coëfficiënten die worden voorgesteld worden bovendien afhankelijk gemaakt van het sluiten van CAO's binnen de Nationale Arbeidsraad.

Spreeker juicht eveneens de verlenging van een aantal crisismaatregelen toe. Dit gebeurt bovendien op een verstandige wijze vermits een aantal maatregelen niet wordt verlengd omdat is gebleken dat zij geen effect hebben gehad op het terrein of voorbijgestreefd zijn en derhalve niet langer verantwoord kunnen worden.

Verder is de welvaartsvastheid van een aantal uitkeringen, die wordt verankerd in het wetsontwerp, eveneens behartenswaardig.

De heer du Bus de Warnaffe zal in de toekomst aandachtig waken over de verdere harmonisering van de statuten van arbeiders en bedienden in opwaartse zin. Ten slotte meent hij dat het belangrijk is dat de sociale partners zich ertoe verbinden om hun beloften inzake vorming en opleiding na te komen.

Volgens mevrouw Winckel is de moeilijke context waarin dit akkoord is gesloten, bekend. Er zijn echter een aantal positieve punten in deze tekst :

— un processus « vers le haut » (sans doute assez modeste mais bien réel) est amorcé sur les délais de préavis des ouvriers;

— les périodes de travail intérimaire seront intégrées dans la première année d'ancienneté;

— un mécanisme de responsabilisation sera élaboré en cas de recours abusif au chômage temporaire;

— la prime de licenciement de 1 666 euros sera modalisée et augmentée selon l'ancienneté de l'ouvrier (même si on regrette que cette modalisation en fonction de l'ancienneté ne joue que pour les contrats dont l'exécution a débuté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012).

En outre, le gouvernement a apporté quelques corrections dont la confirmation de l'indexation automatique des salaires (sans aucune référence directe ou indirecte à une possible remise en cause) et a décidé de nouvelles mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat (augmentation du salaire net via le bonus à l'emploi ou via une diminution fiscale équivalente).

Le groupe PS continuera à prendre des initiatives parlementaires, en vue d'améliorer encore le statut des travailleurs de manière générale et se réserve également la possibilité, lors de la discussion des articles, de faire des remarques plus précises sur certains articles du dispositif.

Dans le cadre de la discussion générale, elle pense essentiel de rappeler qu'il convient de continuer à travailler en concertation sociale et à conclure de la sorte des accords interprofessionnels.

M. De Bruyn regrette que la ministre ne puisse pas être présente à temps en commission en raison d'un problème de voiture.

Il précise qu'initialement, la N-VA s'était réjouie d'apprendre que, dans le cadre de la concertation avec les partenaires sociaux, un consensus avait été trouvé sur la nécessité d'élaborer un nouvel AIP. Les négociations n'avaient pas été simples. Malheureusement, dans plusieurs syndicats, il ne fut pas possible de rallier la base au consensus trouvé au sein de l'assemblée des dix. Par la suite, le gouvernement a pris l'initiative, a négocié et a proposé quelques changements qui n'ont pas non plus, malheureusement, recueilli l'approbation unanime des partenaires sociaux. La NV-A ne retrouve donc plus dans le projet d'accord interprofessionnel le fragile équilibre qui avait été atteint à l'origine. C'est une lacune que M. De Bruyn déplore vivement. Même si, comme l'ont déjà souligné plusieurs collègues, tous les éléments ne sont pas présents dans le projet parce que certains d'entre eux sont réglés par arrêté royal, l'intervenant tient quand même à aborder brièvement quelques points problématiques.

— een proces « naar boven » (nog zeer bescheiden, maar toch aanwezig) over de opzegtermijnen voor arbeiders;

— periodes van uitzendarbeid worden opgenomen in het eerste jaar anciënniteit;

— er komt een responsabiliseringsmechanisme bij misbruik van tijdelijke werkloosheid;

— de ontslagvergoeding van 1 666 euro wordt aangepast en verhoogd volgens de anciënniteit van de arbeider (al geldt dit spijtig genoeg niet voor contracten die zijn begonnen lopen voor 1 januari 2012).

Bovendien heeft de regering een aantal verbeteringen aangebracht, waaronder de bevestiging van de automatische indexering van de lonen (zonder rechtstreekse of onrechtstreekse verwijzing dat dit opnieuw ter discussie zou staan) en heeft zij nieuwe maatregelen getroffen om de koopkracht te verhogen (verhoging van het nettoloon door de werkbonus of een gelijkwaardige fiscale verlaging).

De PS-fractie zal parlementaire initiatieven blijven nemen om het statuut van de werknemers nog te verbeteren en behoudt de mogelijkheid om bij de artikelsgewijze bespreking nog preciezere opmerkingen te maken bij bepaalde artikelen van het dispositief.

Zij acht het ook essentieel om er tijdens de algemene bespreking op te wijzen dat er nog steeds sociaal overleg moet worden gepleegd en interprofessionele akkoorden moeten worden gesloten.

De heer De Bruyn betreurt dat een technisch probleem met de wagen van de minister haar belet om op tijd in de commissie aanwezig te zijn.

De heer De Bruyn stelt dat de N-VA aanvankelijk tevreden was toen vanuit het overleg met de sociale partners het bericht kwam dat er eensgezindheid gevonden was over een nieuw IPA. Het overleg was niet eenvoudig geweest. Jammer genoeg werd de eensgezindheid die in de vergadering van 10 werd bereikt, niet bereikt bij de achterban van enkele vakbonden. De regering heeft vervolgens het initiatief genomen, heeft onderhandeld en enkele wijzigingen voorgesteld, die jammer genoeg ook niet op eensgezindheid bij de sociale partners konden rekenen. Daardoor vindt de N-VA in het voorliggende IPA niet het precaire evenwicht terug dat initieel werd bereikt. Senator De Bruyn betreurt dat ten eerste. Enkele collega's hebben er reeds op gewezen dat niet alles in dit ontwerp terug te vinden is, omdat bepaalde zaken bij koninklijk besluit geregeld worden, maar hij zal toch kort ingaan op enkele probleempunten.



Un premier point concerne la modération salariale et le fait que le gouvernement s'en tienne invariablement au système d'indexation actuel, en l'assortissant de surcroît d'une marge de croissance salariale de 0,3 %. En pratique, cela se traduira par une augmentation des salaires d'au moins 4,2 % au cours des années 2011-2012. Cette mesure profitera évidemment à tout le monde, mais elle nuira à la compétitivité internationale. Quiconque prétend qu'elle n'aura aucun impact sur la compétitivité de nos entreprises et de notre économie en général se trompe lourdement. À cet égard, M. De Bruyn souhaite demander à la ministre si elle imposera une augmentation salariale maximale dans le cadre de la mise en œuvre de l'AIP.

Un deuxième point porte sur le maintien en l'état du mécanisme d'indexation automatique. Lors de la concertation sociale, un accord historique avait été conclu en vue d'analyser un certain nombre d'éléments du système, rien de plus. Malheureusement, ce projet d'étude tombe lui aussi à l'eau.

Un autre constat que tire M. De Bruyn est le fait que l'AIP prolonge aussi plusieurs formes de prépension anticipée. Il regrette qu'en l'espèce, l'on n'ait pas procédé à l'évaluation qui avait été prévue et que l'on ait renoncé à demander l'avis du CNT à ce sujet. Il constate aussi que la prolongation des mesures de prépension est contraire à l'objectif général énoncé par l'Europe, à savoir maintenir davantage de gens au travail le plus longtemps possible.

La lenteur extrême avec laquelle l'harmonisation des statuts d'ouvriers et d'employés progresse suscite également quelques questions. Sur ce point aussi, l'équilibre qui caractérisait l'AIP initial semble partiellement battu en brèche. L'intervenant regrette profondément que le texte à l'examen n'ébauche aucune piste en vue de l'élaboration d'un nouveau modèle de carrière, alors qu'il s'agit selon lui d'un élément essentiel. Il aurait fallu profiter de la discussion sur l'harmonisation entre les deux statuts pour entamer la mise au point d'un nouveau modèle de carrière, en veillant à lutter plus activement contre le phénomène de la dépendance aux allocations sociales. Il va sans dire que c'est un débat que l'on pourrait aussi mener ultérieurement, et c'est sans doute ce que l'on fera, mais il n'en reste pas moins que l'on aurait pu s'y atteler dès maintenant.

D'un point de vue plus général, la N-VA estime que les signataires de l'AIP dans sa forme actuelle ont manqué une occasion de combiner flexibilité et sécurité. Le texte met l'accent de manière assez unilatérale sur plusieurs mesures de protection sociale et pas suffisamment sur la flexibilité. Il faut une fois pour toutes tordre le cou à la croyance selon laquelle la flexibilité ne serait bénéfique qu'aux employeurs. Personne n'est favorable à la mise en œuvre d'une politique asociale ou antisociale, bien au contraire.

Een eerste punt betreft de loonmatiging, waar de regering vasthoudt aan een ongewijzigd systeem van indexering zoals het nu bestaat, en daarbovenop 0,3 % vrije loonmarge. Dit betekent in de praktijk in 2011-2012 een loonsverhoging van minstens 4,2 %. Uiteraard is dit aan iedereen gegund, maar dit is niet gunstig voor de internationale concurrentiekracht. Iemand die beweert dat dit geen impact heeft op de concurrentiepositie van onze bedrijven en onze economie *in globo* vergist zich schromelijk. Senator De Bruyn wil in dit verband aan de minister vragen of zij in de uitvoering van dit IPA een maximum loonstijging zal opleggen.

Een tweede punt betreft het ongewijzigd behouden van het automatisch indexeringsmechanisme. Men had in het sociaal overleg een historisch akkoord bereikt om een aantal elementen van het systeem te bestuderen. Niet meer dan dat. Ook deze studie sneuvelt jammer genoeg.

Senator De Bruyn stelt tevens vast dat het IPA een aantal vormen van vervroegd brugpensioen verlengt. Tot zijn spijt wordt een voorziene evaluatie in dit verband en een advies dat hieromtrent aan de NAR zou gevraagd worden, niet weerhouden. Hij stelt vast dat het verlengen van de brugpensioenmaatregelen in beide gevallen ingaat tegen wat Europa in algemene termen stimuleert, namelijk dat meer mensen langer aan het werk moeten blijven.

De zeer trage harmonisering van de statuten van arbeiders en bedienden leent zich ook tot het stellen van vragen. Het evenwicht dat was bereikt in het oorspronkelijke IPA lijkt ook hier gedeeltelijk onderuit gehaald. Hij betreurt ten gronde dat in de voorliggende tekst geen enkele aanzet tot een ander loopbaanmodel voorzien is, alhoewel dit naar zijn mening essentieel is. De discussie over de harmonisering tussen beide statuten had het uitgangspunt moeten zijn om een fundamenteel ander loopbaanmodel te creëren, waarbij veel sterker actief ingegaan werd tegen uitkeringsafhankelijkheid. De discussie kan natuurlijk nog op een later moment gevoerd worden, en dat zal zeker gebeuren, maar had hier al van start kunnen gaan.

In meer algemene termen vindt de N-VA dat het IPA zoals het thans voorligt de kans mist om flexibiliteit en zekerheid te combineren. Er wordt nogal eenzijdig de nadruk gelegd op het verhogen van een aantal sociale beschermingsmaatregelen en naar zijn mening wat te weinig op flexibiliteit. Er moet in dat opzicht komaf gemaakt worden met het fabeltje dat dit enkel de werkgevers ten goede zou komen. Niemand pleit voor een asociale of anti-sociale politiek, wel integendeel.

M. Anciaux estime que le projet de loi, tel qu'il est soumis aujourd'hui à la commission, n'est pas totalement convaincant. Il est pourtant persuadé que le projet pourrait être satisfaisant, moyennant quelques modifications. Voilà pourquoi, avec l'énergie du désespoir, il déposera plusieurs amendements simples.

L'intervenant juge que la norme salariale, qui s'avère faible, serait acceptable si l'on appliquait également une modération aux dividendes distribués aux actionnaires par les entreprises, ou aux bonus octroyés aux dirigeants d'entreprise. Il estime également qu'il faudrait supprimer le jour de carence pour les ouvriers. Il déposera un amendement en ce sens pour apporter une correction sociale au projet présenté par le gouvernement.

Enfin, M. Anciaux est d'avis que la réévaluation prévue de 0,15 % pour les délais de préavis devrait s'appliquer à tous les ouvriers. Il pense qu'il faudrait supprimer la distinction que le projet de loi crée entre les secteurs. Il déposera aussi un amendement à ce propos.

Selon M. Anciaux, les éléments précités n'entraînent aucun surcoût financier pour l'État tout en éliminant des injustices. Il serait dans l'intérêt de tout le monde que l'on adopte les amendements qu'il déposera.

#### A. Réponses de la ministre

M. Vansintjan, chef de cabinet de Mme Milquet, vice-première ministre et ministre démissionnaire de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, répond que si la norme salariale a été déterminée par arrêté royal, c'est parce que la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité le prévoyait, au cas où un accord interprofessionnel ne pourrait être conclu. Le gouvernement a donc suivi la procédure légale et n'a nullement l'intention de mettre le Parlement hors jeu. La norme salariale — une augmentation de 0 % pour l'année 2011 et de 0,3 % pour l'année 2012 — a été définie dans l'arrêté royal du 28 mars 2011 portant exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, lequel a été publié au *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> avril 2011. Il s'agit d'un élément essentiel pour les négociations dans les différents secteurs, puisque la loi de 1996 prévoit aussi des sanctions.

En ce qui concerne l'harmonisation des statuts des ouvriers et des employés, l'intervenant relève que, pour la première fois dans l'histoire sociale de notre

De heer Anciaux vindt dat het wetsontwerp, zoals het vandaag aan de commissie wordt voorgelegd, niet geheel kan overtuigen. Hij is er echter van overtuigd dat het, mits enkele wijzigingen, wel zou kunnen voldoen. Met de moed der wanhoop zal hij daarom enkele eenvoudige amendementen indienen.

Spreeker meent dat de loonnorm, die gering uitvalt, aanvaardbaar zou zijn indien ook een matiging wordt toegepast op de dividenden die de ondernemingen uitkeren aan de aandeelhouders of de bonussen die worden uitgekeerd aan de bedrijfsleiders. Voorts meent hij dat de carensdag voor arbeiders dient te worden afgeschaft en kondigt de indiening van een amendement terzake aan dat een sociale correctie aanbrengt aan het ontwerp dat door de regering wordt voorgelegd.

Ten slotte meent de heer Anciaux dat, wat de opzeggingstermijnen betreft, de voorziene herwaarderling met 0,15 % voor alle arbeiders zou moeten gelden en dat het door het wetsontwerp gecreëerde onderscheid tussen de sectoren moet worden opgeheven. Ook over deze aangelegenheid zal hij een amendement indienen.

De heer Anciaux meent dat deze elementen geen financiële meerkost met zich meebrengen voor de overheid, maar wel onrechtvaardigheden wegwerken. Het zou in het belang van iedereen zijn om de amendementen die hij zal indienen aan te nemen.

#### A. Antwoorden van de minister

De heer Vansintjan, kabinetschef van mevrouw Milquet, ontslagnemend vice-eersteminister en minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid, antwoordt dat de loonnorm bij koninklijk besluit werd vastgesteld omdat de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen zulks voorziet voor het geval er geen interprofessioneel akkoord kan worden afgesloten. De regering heeft dus de wettelijke procedure gevolgd en heeft geenszins de intentie om het parlement buitenspel te willen zetten. De loonnorm — een stijgingspercentage van 0 % voor 2011 en 0,3 % voor het jaar 2012 — werd vastgelegd in het koninklijk besluit van 28 maart 2011 « tot uitvoering van artikel 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen » en werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 2011. Dit is een zeer belangrijk gegeven voor de onderhandelingen in de diverse sectoren vermits de wet van 1996 ook sancties voorziet.

Wat de harmonisering betreft van de statuten van arbeiders en bedienden merkt hij op dat, voor het eerst in de sociale geschiedenis van ons land, de opzegter-

pays, les délais de préavis pour les ouvriers ont été nettement augmentés. Même si ce n'est qu'une première étape, qui ne suffit pas tout à fait à harmoniser complètement les statuts, il ne faut pas minimiser l'importance de cet effort qui est ancré dans une loi. Il y a encore d'autres mesures à prendre (par CCT), comme l'assimilation en matière de vacances annuelles, la suppression du jour de carence pour les ouvriers et l'assimilation complète sur le plan des délais de préavis. Les partenaires sociaux portent ici une lourde responsabilité pour l'avenir.

L'intervenant rappelle qu'avant même l'élaboration de l'accord interprofessionnel, la ministre de l'Emploi avait déjà proposé d'intégrer la prime anti-crise dans les indemnités de préavis. Cependant, cette proposition n'a pas fait l'objet d'un consensus, et les partenaires sociaux n'ont pas non plus voulu aller aussi loin. Si cette mesure avait été adoptée, elle aurait toutefois eu un plus grand impact pour les ouvriers que la prolongation de la prime de crise proposées actuellement dans le projet de loi et qui sort du projet d'accord interprofessionnel.

M. Vansintjan indique ensuite que le gouvernement propose deux mesures, sans toutefois les inclure dans le projet de loi à l'examen. Il s'agit, d'une part, de l'augmentation du bonus à l'emploi pour les travailleurs qui touchent le salaire minimum, ce que l'on peut considérer comme une alternative à l'augmentation du salaire minimum, et, d'autre part, d'une exonération d'impôt pour une partie de l'indemnité de préavis octroyée aux ouvriers, correspondant à un montant de 600 euros pour les années 2012 et 2013 et de 1 200 euros à partir de 2014. Pareille exonération procure aux personnes concernées un avantage net considérable de plusieurs centaines d'euros. Le gouvernement soumettra d'autres projets de loi au Parlement afin de conférer une base légale aux mesures précitées.

Mme Milquet, vice-première ministre et ministre de l'Emploi démissionnaire, répond à M. Anciaux qu'elle est elle-même favorable à des mesures plus larges pour la limitation et la maîtrise des dividendes et bonus destinés aux membres des conseils de direction. Cependant, ce projet de loi, combiné avec d'autres propositions de loi relatives aux bonus, permet d'arriver à certains résultats.

En ce qui concerne le jour de carence, la ministre reconnaît que l'abrogation s'inscrit seulement dans la troisième phase du projet d'accord interprofessionnel. C'est la raison pour laquelle cette mesure ne figure pas dans le projet qui est discuté actuellement. Elle remarque néanmoins que, dans beaucoup de secteurs, cette mesure n'existe déjà plus.

mijnen voor arbeiders fors worden opgetrokken. Zelfs al gaat het om een eerste stap, die nog niet helemaal volstaat voor een volledige harmonisering, toch mag men het belang van deze inspanning, die wordt vastgelegd in een wet, niet minimaliseren. Er zijn nog andere stappen die moeten worden gezet (bij CAO), zoals bijvoorbeeld de gelijkschakeling inzake de jaarlijkse vakantie, het schrappen van de carensdag voor arbeiders en volledige gelijkschakeling op het vlak van de opzegtermijnen. De sociale partners dragen hier een grote verantwoordelijkheid voor de toekomst.

Spreeker herinnert eraan dat de minister van Werk, nog vóór het totstandkomen van het interprofessioneel akkoord, heeft voorgesteld om de crisispremie te incorporeren in de opzegvergoedingen. Hiervoor kon evenwel geen politieke consensus worden gevonden en ook de sociale partners hebben zover niet willen gaan. Mocht dit werkelijkheid zijn geworden, zou dit evenwel een grotere impact hebben gehad voor de arbeiders dan de verlenging van de crisispremie die thans worden voorgesteld in het wetsontwerp, die werd overgenomen uit het ontwerp van interprofessioneel akkoord.

Verder wijst de heer Vansintjan erop dat twee maatregelen door de regering worden voorgesteld, maar weliswaar niet het voorwerp uitmaken van het thans besproken wetsontwerp. Het gaat met name om de verhoging van de werkbonus voor de werknemers die aan het minimumloon werken, die als alternatief voor het verhogen van het minimumloon kan worden beschouwd. Een andere maatregel betreft de vrijstelling van belasting van een deel van de opzegvergoeding voor arbeiders, met name voor een bedrag van 600 euro voor de jaren 2012 en 2013 en 1 200 euro vanaf 2014. Dit geeft voor de betrokkenen een aanzienlijk netto voordeel van verschillende honderden euros. De regering zal aan het parlement andere wetsontwerpen voorleggen om deze maatregelen een juridische basis te geven.

Mevrouw Milquet, ontslagnemend vice-eersteminister en minister van Werk, antwoordt de heer Anciaux dat zij voorstander is van omvangrijkere maatregelen om de dividenden en bonussen voor directieleden te beperken. Met dit wetsontwerp in combinatie met andere wetsvoorstellen over bonussen, kunnen echter wel bepaalde resultaten geboekt worden.

Inzake de carensdag erkent de minister dat de afschaffing ervan pas in de derde fase van het interprofessioneel akkoord was voorzien. Daarom staat deze maatregel ook niet in dit ontwerp. Zij wijst er wel op dat deze maatregel in heel wat sectoren al niet meer bestaat.

En ce qui concerne l'augmentation des indemnités et du délai de préavis dans les différents cas d'exception, on a repris la proposition du projet d'accord interprofessionnel. Certains syndicats ont formulé d'autres propositions, mais pour la ministre il est impossible de les suivre. À l'heure actuelle, il n'y a pas de consensus au sein du gouvernement pour faire autre chose que ce qui était prévu dans le projet d'accord interprofessionnel.

## B. Répliques des membres

M. Anciaux dit comprendre la position de la ministre, eu égard, en particulier, au fait que le gouvernement soit en affaires courantes. Mais au Parlement, la situation est différente. Il n'y a rien d'anormal à ce que des parlementaires déposent des amendements; rien ne les en empêche. L'intervenant appelle ses collègues à prendre leurs responsabilités et à voir si le contenu des amendements qu'il déposera rencontre leur soutien. Il a en tout cas la conviction que la ministre ne serait pas malheureuse si ces amendements devaient être adoptés.

M. Torfs remercie M. Anciaux de se préoccuper ainsi du bonheur de la ministre.

M. Ide déclare qu'il explicitera son vote en séance plénière.

## IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 9/1 (nouveau)

*Amendement n° 10*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-935/2) visant à insérer un article 9/1 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 9/1. Dans l'article 52, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, les alinéas 2 à 3 sont abrogés. »

L'amendement n° 10 est rejeté par 11 voix contre 1 et 3 abstentions.

Article 13

*Amendement n° 15*

M. Anciaux dépose l'amendement n° 15 (doc. Sénat, n° 5-935/2) visant à apporter les modifications suivantes dans l'article 13 :

1° Remplacer le § 2 par la disposition suivante : « § 2. Les commissions paritaires et les sous-commissions paritaires compétentes pour les employeurs et les

Inzake het optrekken van de opzegvergoedingen en -termijnen in de verschillende uitzonderingsgevallen is het voorstel uit het ontwerp van interprofessioneel akkoord overgenomen. Sommige vakbonden hebben andere voorstellen gedaan, maar de minister kan die niet volgen. Momenteel bestaat er binnen de regering geen consensus om andere dingen te doen dan wat er in het ontwerp van interprofessioneel akkoord staat.

## B. Replieken van de leden

De heer Anciaux heeft begrip voor de positie van de minister, zeker rekening houdend met het feit dat de regering zich in lopende zaken bevindt. In het parlement is dat echter anders. Het is niet abnormaal dat parlementsleden amendementen indienen en niets weerhoudt hen om dit te doen. Hij roept zijn collega's op hun verantwoordelijkheid op te nemen en te beoordelen of de inhoud van de amendementen die hij zal indienen hun ondersteuning verdient. Hij is ervan overtuigd dat de minister niet ongelukkig zou zijn indien deze amendementen zouden aanvaard worden.

De heer Torfs dankt de heer Anciaux voor zijn bekommernis om het geluk van de minister.

De heer Ide deelt mee dat hij zijn stemgedrag zal verklaren in de plenaire vergadering.

## IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 9/1 (nieuw)

*Amendement nr. 10*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt een artikel 9/1 (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 9/1. In artikel 52, § 1, van dezelfde wet, worden het tweede tot het derde lid opgeheven. »

Amendement nr. 10 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen

Artikel 13

*Amendement nr. 15*

De heer Anciaux dient amendement nr. 15 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt om in dit artikel de volgende wijzigingen aanbrengen :

1° Paragraaf 2 vervangen door wat volgt : « § 2. De paritaire comités en de paritaire subcomités, bevoegd voor de werkgevers en de werklieden waarop een

ouvriers auxquelles s'applique un arrêté royal déterminant les délais de préavis en vertu de l'article 61 ou au sein desquelles ont été conclus des accords collectifs qui prévoient un régime propre assurant une plus grande stabilité d'emploi ou de revenus par le biais de régimes complémentaires de sécurité d'existence ou équivalents qui les excluent de l'application d'une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail et qui sont entrés en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012, examinent, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, s'il y a lieu d'adapter ces délais de préavis dans la même proportion que celle utilisée à l'article 65/2.

À défaut de proposition émise par une commission paritaire ou une sous-commission paritaire, les dispositions suivantes s'appliquent aux employeurs et aux travailleurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour les licenciements notifiés après le 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

— Si pour une ancienneté déterminée, calculée conformément à l'article 65/4, le délai de préavis exprimé en jours mentionné dans l'arrêté royal applicable ou la convention collective de travail applicable et augmenté du nombre de jours obtenu en multipliant par 0,15 le nombre de jours visé à l'article 2 de la CCT75 pour une même ancienneté, est supérieur au nombre de jours visé à l'article 65/2, § 1<sup>er</sup>, le nombre de jours obtenu par l'opération arithmétique précitée sera d'application.

— Si, par contre, pour une ancienneté déterminée, calculée conformément à l'article 65/2, le délai de préavis exprimé en jours mentionné dans l'arrêté royal applicable ou la convention collective de travail applicable et augmenté du nombre de jours obtenu en multipliant par 0,15 le nombre de jours visé à l'article 2 de la CCT75 pour une même ancienneté, est inférieur au nombre de jours visé à l'article 65/2, § 1<sup>er</sup>, le nombre de jours mentionné à l'article 65/2, § 1<sup>er</sup>, sera d'application. ».

2° Supprimer le § 3.

3° Renuméroter le § 4 en § 3.

M. Anciaux explique que le présent amendement vise à prolonger le délai de préavis pour tous les travailleurs dans la même mesure, c'est-à-dire de 15 %. De cette manière, les commissions et les sous-commissions paritaires ne devraient plus s'exprimer sur cette prolongation. Le présent amendement supprime dès lors la distinction créée par le projet de loi entre, d'une part, les secteurs qui sont soumis à une CCT et, d'autre part, les autres secteurs qui le sont pas.

L'amendement n° 15 est rejeté par 13 voix contre 4.

koninklijk besluit van toepassing is dat krachtens artikel 61 de opzeggingstermijnen bepaalt of waar collectieve akkoorden werden gesloten die voorzien in een eigen stelsel van verruimde stabiliteit van werkgelegenheid of inkomen via aanvullende bestaanzekerheidsregelingen of via equivalente regelingen die hen uitsluiten van de toepassing van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale arbeidsraad en die in werking getreden zijn voor 1 januari 2012, onderzoeken vóór 1 januari 2013 of deze opzeggingstermijnen niet moeten aangepast worden in dezelfde verhouding als deze die gebruikt werd voor artikel 65/2.

Bij ontstentenis van een voorstel van een paritair comité of een paritair subcomité geldt voor de in het eerste lid bedoelde werkgevers en werknemers het volgende voor de ontslagen na 1 januari 2013 :

— Indien voor een bepaalde anciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 65/4, de in dagen uitgedrukte opzeggingstermijn zoals vermeld in het toepasselijke koninklijk besluit of de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst en verhoogd met het aantal dagen dat wordt bekomen door het aantal dagen bedoeld in artikel 2 van CAO75 voor een zelfde anciënniteit te vermenigvuldigen met de factor 0,15 hoger ligt dan het in artikel 65/2, § 1, bedoeld aantal dagen, zal het aantal dagen bekomen door voormelde rekenkundige bewerking van toepassing zijn.

— Indien daarentegen voor een bepaalde anciënniteit, berekend overeenkomstig artikel 65/2, de in dagen uitgedrukte opzeggingstermijn zoals vermeld in het betreffende koninklijk besluit of de toepasselijke collectieve arbeidsovereenkomst en verhoogd met het aantal dagen dat wordt bekomen door het aantal dagen bedoeld in artikel 2 van CAO75 voor een zelfde anciënniteit te vermenigvuldigen met de factor 0,15 lager ligt dan het in artikel 65/2, § 1, bedoeld aantal dagen, zal het aantal dagen vermeld in het artikel 65/2, § 1, van toepassing zijn. »

2° Paragraaf 3 doen vervallen.

3° Paragraaf 4 vernummeren tot § 3.

De heer Anciaux licht toe dat dit amendement ertoe strekt de opzeggingstermijn voor alle arbeiders in dezelfde mate te verlengen, met name met 15 %. Daardoor zouden de paritaire comités en subcomités zich niet meer hoeven uit te spreken over die verlenging. Dit amendement heft dus het door het wetsontwerp gecreëerde onderscheid op tussen enerzijds de sectoren die onderworpen zijn aan een CAO en anderzijds de andere sectoren waarvoor dat niet het geval is.

Amendement nr. 15 wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen

## Article 25

*Amendement n° 1*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 1 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 1 est rejeté par 11 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Article 25/1 (nouveau)

*Amendement n° 8*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 5-935/2) visant à insérer un article 25/1 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 25/1. Dans le chapitre 3 du titre III de la même loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il est inséré un article 81/1, rédigé comme suit :

« Art. 81/1. Pour le présent chapitre, toute période antérieure d'occupation que l'employé a effectuée en tant qu'intérimaire chez l'employeur en qualité d'utilisateur entre en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté pour autant que la fonction exercée chez l'employeur soit identique à celle exercée en qualité d'intérimaire. »

L'amendement n° 8 est rejeté par 13 voix contre 3 et 1 abstention.

## Article 26

*Amendement n° 2*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 2 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 2 est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Article 27

*Amendement n° 3*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 3 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 3 est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Artikel 25

*Amendement nr. 1*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 1 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 11 stemmen tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

## Artikel 25/1 (nieuw)

*Amendement nr. 8*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 8 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt een artikel 25/1 (nieuw) in te voegen, luidend als volgt :

« Art. 25/1. In titel III, hoofdstuk 3, van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een artikel 81/1 » ingevoegd, luidende :

« Art. 81/1. Voor dit hoofdstuk komt elke vroegere periode van tewerkstelling, die een bediende als uitzendkracht heeft verricht bij zijn werkgever in de hoedanigheid van gebruiker in aanmerking voor de berekening van de anciënniteit, op voorwaarde dat de functie die werd uitgeoefend bij de werkgever dezelfde is als die welke als uitzendkracht werd uitgeoefend. »

Amendement nr. 8 wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

## Artikel 26

*Amendement nr. 2*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 2 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 2 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

## Artikel 27

*Amendement nr. 3*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 3 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

## Article 28

*Amendement n° 4*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 4 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 4 est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Article 29

*Amendement n° 5*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 5 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 5 est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Article 30

*Amendement n° 6*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 6 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 6 est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Article 31

*Amendement n° 7*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 7 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à supprimer cet article.

L'amendement n° 7 est rejeté par 13 voix contre 1 et 3 abstentions.

## Chapitre 3/1 (nouveau)

*Amendement n° 11*

M. Anciaux dépose l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à insérer un chapitre 3/1 (nouveau) intitulé «Modération de l'évolution des indemnités versées aux dirigeants d'entreprise».

L'amendement n° 11 est rejeté par 13 voix contre 3 et 1 abstention.

## Artikel 28

*Amendement nr. 4*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 4 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

## Artikel 29

*Amendement nr. 5*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 5 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 5 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

## Artikel 30

*Amendement nr. 6*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 6 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 6 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

## Artikel 31

*Amendement nr. 7*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt dit artikel te doen vervallen.

Amendement nr. 7 wordt verworpen met 13 stemmen tegen 1 stem bij 3 onthoudingen.

## Hoofdstuk 3/1 (nieuw)

*Amendement nr. 11*

De heer Anciaux dient amendement nr. 11 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt om in het ontwerp een hoofdstuk 3/1 (nieuw) in te voegen met als opschrift «Matiging van de ontwikkeling van de vergoedingen uitbetaald aan bedrijfsleiders».

Amendement nr. 11 wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

## Article 32/1 (nouveau)

*Amendement n° 12*

M. Anciaux dépose l'amendement n° 12 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui vise à insérer, dans le chapitre 3/1 (nouveau), un article 32/1 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 32/1. § 1<sup>er</sup>. Une marge maximale identique à la marge maximale pour l'évolution du coût salarial pour les années 2011 et 2012, telle que prévue par l'arrêté royal portant exécution de l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, s'appliquera, pour les années concernées, à l'évolution des rémunérations attribuées aux dirigeants d'entreprise de toutes les sociétés belges. La surveillance du respect de cette obligation est exercée par les fonctionnaires visés à l'article 9 de la loi précitée. En cas d'infraction, les sanctions prévues dans cet article sont d'application. »

§ 2. Les dirigeants d'entreprise visés au § 1<sup>er</sup> sont toutes les personnes physiques visées à l'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Les rémunérations visées au § 1<sup>er</sup> sont celles mentionnées à l'article 32, alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, du Code des impôts sur les revenus 1992.

Les rémunérations visées au § 1<sup>er</sup> englobent également tous les dividendes et avantages attribués par une société aux actions, parts et parts bénéficiaires, quelle que soit leur dénomination, obtenus à quelque titre et sous quelque forme que ce soit. »

M. Anciaux déclare que cet amendement porte sur le contexte dans lequel s'inscrit la norme de croissance salariale prévue, qui est relativement modeste. Cette modération serait acceptable si elle s'appliquait également aux dividendes que les entreprises versent à leurs actionnaires ou aux bonus qu'elles distribuent à leurs dirigeants. Cela réduirait en partie l'injustice. L'amendement vise en conséquence à modérer l'évolution des indemnités versées aux dirigeants d'entreprise.

L'amendement n° 12 est rejeté par 13 voix contre 3 et 1 abstention.

## Chapitre 7/1 (nouveau)

*Amendement n° 13*

M. Anciaux dépose l'amendement n° 13 (doc. Sénat, n° 5-935/2) visant à insérer, dans la loi en projet, un chapitre 7/1 (nouveau) intitulé : « Suppression du jour de carence pour les ouvriers ».

## Artikel 32/1 (nieuw)

*Amendement nr. 12*

De heer Anciaux dient amendement nr. 12 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt in hoofdstuk 3/1 (nieuw), een artikel 32/1 (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 32/1. § 1 « Een zelfde maximale marge als de maximale marge voor de loonkostontwikkeling voor de jaren 2011 en 2012 bepaald in het koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 7, § 1, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen zal voor de betrokken jaren van toepassing zijn op de ontwikkeling van de bezoldigingen die worden toegekend aan de bedrijfsleiders van alle Belgische vennootschappen. De controle op de naleving hiervan gebeurt door de in artikel 9 van voormelde wet bedoelde ambtenaren en in het geval van inbreuken zijn de in dat artikel bepaalde sancties van toepassing. »

§ 2. De in § 1 vermelde bedrijfsleiders zijn alle natuurlijke personen bedoeld in artikel 32, eerste lid, 1 en 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De in § 1 vermelde bezoldigingen zijn deze die vermeld worden in artikel 32, tweede lid, 1 en 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

De in § 1 vermelde bezoldigingen omvatten eveneens alle dividend en voordelen toegekend door een vennootschap aan aandelen en winstbewijzen hoe ook genaamd, uit welken hoofde en op elke wijze ook verkregen. »

De heer Anciaux verklaart dat dit amendement de context van de voorziene loongroeiorm betreft. Die valt immers nogal gering uit. Dit zou aanvaardbaar zijn indien deze matiging ook van toepassing zou zijn op de dividend die de ondernemingen uitkeren aan de aandeelhouders of de bonussen die worden uitgekeerd aan de bedrijfsleiders. Dit zou een deel van de onrechtvaardigheid wegwerken. Het amendement strekt er daarom toe de ontwikkeling van de vergoedingen uitbetaald aan bedrijfsleiders te matigen.

Amendement nr. 12 wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

## Hoofdstuk 7/1 (nieuw)

*Amendement nr. 13*

De heer Anciaux dient amendement nr. 13 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt in het ontwerp een hoofdstuk 7/1 (nieuw) in te voegen met als opschrift « Afschaffing van de carensdag voor werklieden ».



L'amendement n° 13 est rejeté par 13 voix contre 4.

Article 55/1 (nouveau)

*Amendement n° 14*

M. Anciaux dépose l'amendement n° 14 (doc. Sénat, n° 5-935/2) visant à insérer, dans le chapitre 7/1 (nouveau), un article 55/1 (nouveau) rédigé comme suit :

« Art. 55/1. — Dans l'article 52, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, les dispositions suivantes sont abrogées : « Lorsque la durée de l'incapacité de travail n'atteint pas quatorze jours, le premier jour ouvrable de l'incapacité est un jour de carence; la période de salaire garanti prend cours le lendemain. Toutefois, lorsque l'employeur est tenu en application de l'article 27 au paiement de la rémunération pour la journée au cours de laquelle a débuté l'incapacité de travail, le jour de carence se situe le premier jour ouvrable qui suit tandis que la journée payée en application de l'article 27 est considérée comme le premier jour de la période de salaire garanti.

En cas de travail à temps partiel, le jour de carence est le premier jour d'incapacité de travail où le travailleur aurait normalement travaillé.

Pour la détermination du jour de carence, le jour d'inactivité habituelle résultant de la répartition hebdomadaire du travail sur cinq jours n'est pas considéré comme jour ouvrable. »

M. Anciaux déclare que le présent amendement vise à supprimer le jour de carence pour les ouvriers. Il apporte ainsi une correction sociale au projet présenté par le gouvernement.

L'amendement n° 14 est rejeté par 13 voix contre 4.

*Amendement n° 9*

Mme Thibaut dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-935/2) qui tend à insérer, sous un chapitre 7/1 intitulé « Revenu minimum mensuel », un article 55/1 (nouveau) visant, d'une part, à augmenter le revenu minimum mensuel de 20 euros et, d'autre part, à supprimer les différences entre le revenu minimum mensuel octroyé aux travailleurs de plus de 18 ans et aux travailleurs de plus de 21 ans.

L'amendement n° 9 est rejeté par 13 voix contre 3 et 1 abstention.

Amendement nr. 13 wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

Artikel 55/1 (nieuw)

*Amendement nr. 14*

De heer Anciaux dient amendement nr. 14 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt in hoofdstuk 7/1 (nieuw), een artikel 55/1 (nieuw) in te voegen, luidende :

« Art. 55/1. — In artikel 52, § 1, van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten worden volgende bepalingen geschrapt : « Wanneer de arbeidsongeschiktheid geen veertien dagen duurt, is de eerste werkdag van de periode van arbeidsongeschiktheid een carensdag; de periode van gewaarborgd loon begint de volgende dag. Wanneer echter ter uitvoering van artikel 27 de werkgever het loon moet uitbetalen voor de dag waarop de arbeidsongeschiktheid een aanvang nam, is carensdag de eerste volgende werkdag terwijl de dag betaald met toepassing van artikel 27 beschouwd wordt als eerste dag van de periode van gewaarborgd loon.

Bij deeltijdse arbeid is de carensdag de eerste dag van arbeidsongeschiktheid waarop de werknemer normaal zou hebben.

Voor de vaststelling van de carensdag wordt de gewone rustdag, die het gevolg is van de verdeling van de wekelijkse arbeid over vijf dagen, niet als een werkdag beschouwd. »

De heer Anciaux verklaart dat dit amendement beoogt de carensdag voor werklieden af te schaffen. Daarmee wordt eveneens een sociale correctie ingevoerd in het ontwerp dat door de regering wordt voorgelegd.

Amendement nr. 14 wordt verworpen met 13 tegen 4 stemmen.

*Amendement nr. 9*

Mevrouw Thibaut dient amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 5-935/2), dat ertoe strekt om, onder het opschrift « Maandelijks minimuminkomen » een artikel 55/1 (nieuw) in te voegen, dat ertoe strekt het minimummaandinkomen met 20 euro te verhogen en tegelijk de verschillen tussen het minimummaandinkomen voor de werknemers van 18 jaar en ouder dat voor de werknemers van 21 jaar en ouder weg te werken.

Amendement nr. 9 wordt verworpen met 13 tegen 3 stemmen bij 1 onthouding.

**V. VOTES**

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix et 8 abstentions.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

*La rapporteuse,*  
Nele LIJNEN.

*Le président,*  
Rik TORFS.

\*  
\* \*

**Le texte adopté par la commission  
est identique au texte du projet  
transmis par la Chambre  
des représentants  
(voir le doc. Chambre, n° 53-1322/006).**

**V. STEMMINGEN**

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 9 stemmen bij 8 onthoudingen.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De rapporteur,*  
Nele LIJNEN.

*De voorzitter,*  
Rik TORFS.

\*  
\* \*

**De door de commissie aangenomen tekst  
is dezelfde als de tekst van het door  
de Kamer van volksvertegenwoordigers  
overgezonden ontwerp  
(zie stuk Kamer, nr. 53-1322/006).**